

Olivier Milhaud
1er mai 2005

Trop forts, les Anglais !

Tel est le titre accrocheur d'un dossier récent de *Courrier International* (n° 748, 3 au 9 mars 2005). On peut y lire que, dans le Royaume-Uni de Tony Blair, le chômage est au plus bas depuis 29 ans, la pauvreté des enfants et des séniors recule, la santé s'améliore et les salaires augmentent.

Au-delà de ce succès économique qui fait des envieux en France (mais aussi des sceptiques on le verra), plusieurs raisons nous incitent à **suivre de près les Britanniques**. Côté politique, le 5 mai 2005, Tony Blair se propose à l'électorat pour un troisième mandat travailliste d'affilée, ce qui serait du jamais vu pour le Labour. Côté européen, une victoire des conservateurs britanniques (qui ne cessent de monter dans les sondages) serait problématique, puisque ces derniers veulent rejeter le traité constitutionnel. Ils trouvent le projet beaucoup trop politique et social, et pas assez libéral (l'inverse du débat français en somme !). Qui plus est, le Royaume-Uni prend la présidence de l'Union le 1er juillet 2005. Côté sportif, Londres pourrait bien détrôner Paris sur la ligne d'arrivée dans la course aux Jeux Olympiques (les Britanniques sont toujours brillants dans le sprint final, tous les athlètes vous le diront). Côté culturel enfin, l'énigme britannique demeure : ce pays qui ressemble à la France sur bien des points (ancienne puissance coloniale, pièce maîtresse du jeu européen à l'histoire ancienne et au nationalisme tenace) reste étrangement lointain et méconnu. Et ce, alors même que 500000 Britanniques ont une résidence en France, que 280000 Français travaillent à Londres (les Frenchies sont presque les immigrés les plus nombreux) et que France et Grande-Bretagne acheminent l'un vers l'autre 10% de leurs exportations.

Le bilan florissant de Tony Blair a de quoi rendre envieux les continentaux. *Courrier international* rappelle :

- l'économie florissante : chômage à 4%, période de prospérité la plus durable depuis trois siècles, croissance économique qui laisse penser à beaucoup que l'économie britannique surclassera celle de l'Allemagne d'ici vingt ans à peine.
- les progrès sociaux : 700000 enfants arrachés à la pauvreté, instauration d'un salaire minimum, baisse du nombre de retraités pauvres.
- les avancées politiques : processus de paix en Irlande du Nord, dévolution au Parlement écossais et à l'Assemblée galloise, maire unique et élu à Londres.
- les progrès des services publics enfin sont un point majeur du bilan de Tony Blair. Après les privatisations à tout crin et le sous-investissement chronique sous Thatcher et Major, les travaillistes relancent l'économie, puis investissent massivement dans le secteur public : les dépenses augmentent de 69% dans les transports, 99% dans l'éducation, et 140% dans la santé. L'objectif n'est ni de renationaliser absolument (les partenariats publics-privés sont favorisés) ni de couper dans les effectifs de la fonction publique (la satisfaction des usagers passe avant). Peu de gens imaginaient que le champion de la troisième voie - une sorte de libéralisme social pensé notamment par le sociologue Anthony Giddens - défendrait aussi bien les services publics ! Les conservateurs critiquent l'ampleur des sommes investies, mais le public semble satisfait des améliorations en cours.

Il y a toutefois des **ombres au tableau**. Le financement de la croissance économique semble reposer sur un endettement des ménages sans précédent, notamment chez les étudiants, le prix de l'immobilier s'envole (70% des terres appartiennent encore à 0,6% de la population, aristocrate ou de la grande bourgeoisie industrielle), les *working poors* - ces actifs sans enfant qui vivent de plus en plus sous le seuil de pauvreté - prolifèrent, et 1 million de personnes préfèrent travailler au-delà de l'âge légal de la retraite pour financer leurs vieux jours.

Toutefois, si la popularité de Tony Blair a sérieusement chuté, ce n'est vraisemblablement pas pour des raisons économiques. Il a déçu la gauche des travaillistes bien sûr par son libéralisme social, mais surtout sa position dans **la crise irakienne** lui colle à la peau. Les armes de destruction massive n'ont toujours pas été trouvées, et surtout, beaucoup de Britanniques ont été meurtris dans leur patriotisme de voir le Royaume-Uni présenté comme le caniche de G. W. Bush.

Toujours en politique étrangère, Tony Blair n'a toujours pas éclairci la position des Britanniques face à **l'Europe**. Gordon Brown, le « ministre des finances », a clairement affirmé que la Grande-Bretagne n'était pas prête pour le passage à l'euro vu l'échec de la batterie de tests de convergence de l'économie avec celle du continent. Celui qui compte succéder à Tony Blair au 10 Downing Street est bien plus eurosceptique que le chef des travaillistes. Au point que certains auraient préféré que Tony Blair profite de l'état de grâce de 1997 pour mieux ancrer le Royaume-Uni en Europe. Comme le précise Pauline Schnapper dans [La Grande-Bretagne et l'Europe. Le Grand Malentendu](#) (2000), les relations entre la Grande-Bretagne et l'Europe restent marquées par le signe du « double malentendu » : malentendu de la part des continentaux qui refusent de comprendre les spécificités politiques britanniques et malentendu de la part des Britanniques qui ont toujours sous-estimé l'importance et la portée du processus d'intégration européen. Dans le café géo [« Comment les Britanniques voient le monde ? Les cafés géo célèbrent l'Entente cordiale »](#), Pauline Schnapper a bien éclairé le positionnement du Royaume-Uni entre son attachement au grand large (le Commonwealth), sa « relation spéciale » avec les Etats-Unis, et sa politique européenne infiniment plus cohérente que ce que pensent les Français.

Côté français, l'anniversaire de **l'Entente cordiale** (1904-2004) n'a pas permis de rendre convergentes les politiques française et britannique en matière européenne. Dans sa chronique radio du 04 mai 2004, Alain Duhamel soulignait l'importance des divergences : « en matière internationale, la France ne cesse de poursuivre la politique de ses rêves, et la Grande-Bretagne la politique de ses intérêts. Du coup, la France veut toujours être la plus influente au sein d'une Europe, qui serait une personne autonome, puissante et ambitieuse, alors que la Grande-Bretagne maintient toujours un équilibre jaloux entre son lien spécial avec les Etats-Unis et son engagement plus récent en Europe ». Alain Duhamel allait plus loin en rappelant avec justesse une différence d'approche radicale entre Paris et Londres quant au partage de souveraineté : « la difficulté tient à ce que la Grande-Bretagne partage avec enthousiasme sa souveraineté économique et financière avec le marché, partage avec résolution sa souveraineté militaire avec les Etats-Unis, mais partage avec répugnance sa souveraineté politique avec l'Europe ». Tout le contraire de la France, serait-on tenté d'ajouter.

De même, dans un éditorial du 12 janvier 2004 au titre éloquent - « Cordiale, sometimes » - *The Times* rappelait l'habitude française de se penser comme contre-poids aux **Etats-Unis**. La seule fois au XX^e siècle où les Britanniques ont fait de même (crise de Suez, 1956, en partenariat avec les Français d'ailleurs), ce fut un échec retentissant ! On comprend leur réticence aujourd'hui à penser l'Europe comme un contre-poids aux Etats-Unis... Toutefois,

Londres n'est pas aussi aligné sur Washington qu'on le pense de ce côté-ci de la Manche : le soutien inconditionnel à la politique de Sharon, le refus de signer le protocole de Kyoto, l'organisation du commerce mondial à l'américaine, la distance avec la Cour pénale internationale, pour n'en citer que quelques uns, ne sont pas du tout partagés par les diplomates britanniques. Et sans remonter aux oppositions quant à la guerre du Vietnam, les Britanniques constatent que leur relation privilégiée avec les Etats-Unis ne leur ont pas apporté grand-chose... (pour plus d'informations, voir la fin du compte-rendu de [« Comment les Britanniques voient le monde ? Les cafés géo célèbrent l'Entente cordiale »](#))

Il n'en demeure pas moins vrai que la domination sans conteste de l'anglo-américain à travers le monde (voir Hérodote : [Géopolitique de l'anglais](#)), l'inscription des Britanniques dans une sphère résolument anglophone, leur proximité avec les Etats-Unis et leur rapport à l'Europe différent de celui de Français champions de l'anti-américanisme, sont autant de raisons pour un amalgame entre Britanniques et Américains. Inutile de dire que la compréhension de la société britannique en sort singulièrement amputée.

Olivier Milhaud, Université Paris 1

Les cafés géo célèbrent l'Entente cordiale :

- [Comment les Britanniques voient le monde ? Les cafés géo célèbrent le centenaire de l'Entente cordiale](#)
- [Quoi de neuf à Londres ?](#)
- Le [voyage à Londres](#) des Cafés géo.
- Le [thermalisme à Bath](#). Un document café-géo.
- Une présentation des Cafés géo en [anglais](#)
- La traduction en anglais d'un café géo : [« Communitarianism and the city »](#)

Pour aller plus loin :

- Chaline C. et Papin D. (2004) [Le Royaume-Uni ou l'exception britannique](#), Paris : Ellipses.
- Schnapper P. (2000) [La Grande-Bretagne et l'Europe. Le Grand Malentendu](#), Paris : Presses de Sciences Po.
- Revue Hérodote (2004) [Géopolitique de l'anglais](#), Revue Hérodote, n°115, 4° trimestre
- *Courrier International*, dossier « Trop forts, les Anglais » n° 748, 3 au 9 mars 2005
- Chivallon C., Ragouet P. et Samers M. (1999) *Discours scientifiques et contextes culturels. Géographies françaises et britanniques à l'épreuve post-moderne*, Bordeaux : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.